

Ce serait l'occasion de traiter avec toutes les composantes de la communauté Martiniquaise et l'Etat Français :

de la question identitaire (*culturelle*),
de l'éloignement du continent (*favorisant les exactions*),
de la sur-rémunération (*et les chasseurs de primes*),
du transport sur l'ensemble du territoire,
de la préférence à l'embauche (*particulièrement des cadres*),
de la concurrence touristique avec les îles voisines,
de la réparation des crimes contre l'humanité, etc, etc..

« Passer de la Résistance... à la Résilience ».

Voilà ce que peut être notre modeste contribution au forum actuel.

le 18/02/2009

Pour le Mouvement Progressiste Spiritain.

Christian Valard



BALLE au CENTRE

La crise en Martinique et le mouvement de protestation animé par le collectif du 5 Février 2009.

Un conflit débute sous une revendication indiquant l'origine de la crise :

« la vie chère »... Comment en sortir ?

Chacun y va de sa solution, au nom du collectif, à titre d'élu ou à titre individuel. Prendre une position, ne serait-ce que nuancée, risque d'être mal interprétée, si elle n'attise pas la colère ambiante. A ce niveau du débat, nous voudrions simplement apporter quelques éléments de réflexion...

Toute émulation sociale me semble être basée sur la dynamique des trois pouvoirs qui se côtoient :

le Pouvoir Social, le Pouvoir Economique et le Pouvoir Politique.

L'initiative de la grève générale est une prérogative du Pouvoir Social qui dénonce :

Le Pouvoir économique. En effet, il y a dans les DOM des situations contestables qui sont dénoncées. Prix exorbitants (*dus à la substitution et non conversion du Franc en Euro*), exagération sur la formation des prix, situation de monopole (*au mépris de la législation*) pour des consommateurs « captifs » etc.

Le Pouvoir Politique qui ne joue pas son rôle. En effet, aucun de nos élus nationaux (*expérimentés, des Députés et Sénateurs qui en sont à plusieurs mandatures*) ne s'est saisi d'un rapport parlementaire de 2007 qui énonçait déjà les exactions dénoncées par les mouvements sociaux dans les DOM.

Alors aujourd'hui toute la population est dans la rue contre la « vie chère ». **La manifestation est justifiée et elle est tout à fait légitime.** Et il faut trouver des solutions pour sortir de cette crise. Certains prétendent qu'elle est financière et que c'est l'effet d'une Crise mondiale contre laquelle on ne peut pas grand-chose.

Néanmoins, si la réduction du Pouvoir d'Achat a été un élément déclenchant pour pousser les gens dans les rues, il conviendra donc, de discerner **la véritable « nature » de cette crise, au plan local**, pour y répondre.

S'agit-il d'une crise Sociale ? Economique ? Politique ? Ou une crise sociétale : Identitaire ? Culturelle ? Statutaire ? Antidiscriminatoire (non reconnaissance des compétences) ? De confiance ?

Est-elle d'ordre structurel ? Conjoncturel ?

Première confusion : des leaders Syndicaux (*du domaine social*) sont également des leaders de la scène Politique. Ce qui conduit leurs concurrents (*politiques*) à se jeter dans la rue pour éviter la récupération politicienne. Mais surtout, ce qui pourrait parasiter la sortie de crise, c'est que **les objectifs** des manifestants sociaux ne sont pas identiques à ceux des dirigeants « politisés ». Cette connexion, voire confusion de ces deux sphères de pouvoirs a été avérée lors de la déclaration d'un **haut responsable Politique** (*ancien militant Social*) qui a voulu **dicter aux syndicats** la conduite à tenir. Et ce, **sans aucune négociation** avec le collectif du 5 Février 09 (*confusion des « nouveaux maîtres »*).

Autre confusion : Dans une même contestation, côte à côte dans les rues, ceux qui réclament :

D'une part, l'augmentation des bas salaires, des pensions de retraite et d'autre part, la baisse des charges (*notamment sociales*) pour le maintien de l'emploi. **Alors que se sont les charges sociales qui garantissent la protection sociale et les pensions de retraite.**

D'une part, la diminution des taxes (*dont l'octroi de mer*) et d'autre part, les municipalités qui veulent préserver ces ressources budgétaires (*salaires du personnel, investissements*).

D'une part, certains (*indépendantistes, séparatistes*) qui revendiquent le principe de continuité territoriale et de l'égalité sociale avec les Français et d'autre part, des élus et électeurs qui ont soutenu le pouvoir Présidentiel en place, appliquant la politique annoncée lors de sa campagne.

« Con-fusion » du Pouvoir Economique qui a confisqué le Pouvoir Politique. Les revendications tout à fait légitimes et si nombreuses, qui touchent chacun dans son intégrité sociale et économique, qui touchent également tous les corps de métiers et activités professionnelles, **doivent-elles être traitées une à une ou globalement ?**

Peut-on réduire le coût de la vie simplement en augmentant les salaires ?

A quel type de consommation sera affectée cette augmentation des salaires, si elle est obtenue ?

Les petites entreprises pourront-elles assurer ces augmentations de salaires ?

Les produits de première nécessité et pétroliers, sont ils les seuls produits consommés ?

La réduction des charges sociales peut-elle être considérée sans conséquences sur le niveau

de protection sociale ?

Doit-on se contenter d'apporter des solutions individualistes à des problèmes individuels ?

Quelles solutions ou réponses apporter à ce gigantesque conflit ? Ce conflit né d'une situation exceptionnelle, dans un contexte particulier, par une population révoltée, faudrait-il une réponse spécifique et adaptée ? Quitte à accepter la privation de certaines Libertés (*réglementation des prix et marges bénéficiaires*) **pour préserver la Démocratie ?**

Entre le statut quo et le chaos, doit émerger un « Projet Politique » Martiniquais, qui devrait prendre en compte l'ensemble de ces problématiques, pour une adaptation constitutionnelle (*tel que l'ont préconisé les Progressistes et Démocrates du Congrès Martiniquais*).

Si le mouvement social est porteur de revendications et de souffrances, les élus doivent les traduire en réponses et proposer aux électeurs, un projet politique médiat et original.

Prétendre avoir La Solution serait illusoire ou sembler donner des leçons. Ce qui paraît intéressant, c'est d'enclencher un processus : porter tout d'abord une réponse sociale (acceptable) à court terme, préparer un projet politique à moyen terme et une évaluation socio-économique à long terme.

Utopie ?... NON, car les électeurs (*pouvoir social et électoral*) doivent être consultés au moyen d'un diagnostic territorial pour qu'ils s'approprient les orientations politiques en toute conscience (*équilibre entre les gains et les pertes*)... **avec l'accompagnement de Juristes et Economistes...**